

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>33014</b>	De <b>M. Marc Le Fur</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Côtes-d'Armor )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Écologie, développement durable et énergie		<b>Ministère attributaire</b> > Transports, mer et pêche
<b>Rubrique</b> > aquaculture et pêche professionnelle	<b>Tête d'analyse</b> > aides de l'État	<b>Analyse</b> > parts de marché. développement.
Question publiée au JO le : <b>23/07/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>05/11/2013</b> page : <b>11671</b> Date de changement d'attribution : <b>30/07/2013</b> Date de renouvellement : <b>29/10/2013</b>		

### Texte de la question

M. Marc Le Fur attire l'attention de M. le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur la valorisation et la protection de l'espace maritime français. La France compte 7 000 km de côtes et une zone économique exclusive de 11 millions de km<sup>2</sup>. 30 % de la population mondiale a recours exclusivement aux produits halieutiques pour se nourrir. Ce nombre aura doublé d'ici à 2030. En France seule 15 % de la consommation de poissons est issue de nos côtes, ce qui crée un déficit de la balance commerciale de 3,5 milliards d'euros. L'aquaculture est un secteur d'avenir dans lequel nous devons investir aux fins de combler le retard que nous avons pris. Il faut revaloriser cette filière, au moins à la hauteur de ce que nous consommons, et gagner des parts de marché à l'international. Il lui demande si le Gouvernement entend donner une suite favorable à cette suggestion.

### Texte de la réponse

La consommation de produits aquatiques croît dans notre pays et ce sont en effet les importations qui répondent à cette augmentation de la demande. Le Président de la République a demandé au Gouvernement d'appuyer le secteur pour inverser cette tendance. Au-delà du gisement d'emplois que représentent les différents secteurs aquacoles, il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire de notre pays, et donc de conforter son indépendance. L'intervention de l'État, en bonne intelligence avec les collectivités locales, en faveur du développement durable de ces secteurs est pleinement justifiée, à la fois pour garantir le développement économique et le respect des écosystèmes. Une cohérence de l'action publique doit donc être recherchée. Par ailleurs, les filières aquacoles ont besoin de visibilité afin de pérenniser leurs activités et d'être attractives pour les investissements futurs. La mise en place des schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine permet de répondre à ces enjeux et le ministre délégué, chargé des transports, de la mer et de la pêche a demandé aux préfets des régions littorales, responsables de l'adoption de ces schémas, de tout mettre en oeuvre pour aboutir à leur adoption dans les délais les plus brefs. De plus, la réforme de la politique commune de la pêche (PCP) doit également être l'occasion de renforcer la place de l'aquaculture dans l'Union européenne. Le ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture soutient les propositions de la Commission européenne allant dans ce sens et défend une politique ambitieuse permettant le développement d'une aquaculture durable et compétitive en France. A ce titre, les autorités françaises veilleront tout particulièrement à l'articulation entre le programme national stratégique pluriannuel de développement de l'aquaculture prévu par le règlement de base de la PCP pour la période 2014-2020 et le programme opérationnel devant décliner en France la mise en oeuvre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche dont l'adoption formelle en codécision est



attendue au premier semestre 2014. Ces deux documents devront conjuguer réalisme et efficacité de l'accompagnement des pouvoirs publics en vue de permettre aux filières aquacoles d'atteindre un niveau de développement enfin conforme aux grandes potentialités offertes à ce secteur de production en France métropolitaine et ultra-marine, y compris dans les territoires continentaux.